

Les engagements financiers chinois au Togo à travers les rapports du PNUD (1972-2022)

DAYISSO Kodjo ¹

Université de Lomé, Togo

Received: 27/05/2025

Revised: 29/09/2025

Accepted: 05/02/2026

Citation (APA)

Dayisso, K. (2026). Les engagements financiers chinois au Togo à travers les rapports du PNUD (1972-2022). *Revue d'Études Sino-Africaines*, 5(1), 112-123.
<https://doi.org/10.56377/jsas.v5n1.1223>

Résumé

Essentiellement diplomatique et commerciale depuis la signature des accords économique et technique à Beijing le 19 septembre 1972, la coopération sino-togolaise s'est renforcée au fil des années. Ainsi, la Chine s'est, progressivement, imposée comme un partenaire de taille sur qui le gouvernement togolais pouvait compter pour relever les énormes défis de développement. D'année en année, les flux financiers chinois se sont accrus au point de concurrencer voire dépasser ceux des partenaires « traditionnels » du Togo. Ce partenaire bilatéral occupe donc une place capitale dans les flux financiers extérieurs vers le Togo. L'objectif de cette étude est de mettre en exergue, parmi toute cette cohorte de partenaires en développement, la contribution chinoise dans la quête du développement du Togo. Il s'agit, non seulement d'évoquer les domaines d'intervention de la Chine au Togo, mais surtout d'évaluer les impacts réels des apports financiers chinois dans la réalisation des projets de développement du Togo durant ce demi-siècle de coopération sino-togolaise. Pour atteindre cet objectif, les informations ont été essentiellement tirées des rapports annuels du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ces informations ont été ensuite complétées par des données issues des documents de seconde main.

Mots clés : Aide, développement, partenariat, Chine, Togo.

¹ DAYISSO Kodjo est doctorant en Histoire politique et Relations internationales à l'Université de Lomé, Togo.

China's financial commitments in Togo according to UNDP reports (1972-2022)

Abstract

Since the signing of the Economic and Technical Cooperation Agreements in Beijing on 19 September 1972, Sino-Togolese cooperation—initially structured around diplomatic and commercial engagement—has experienced a sustained consolidation over time. In this context, China has progressively emerged as a key partner upon which the Togolese government has been able to rely in addressing the country's substantial development challenges. Over the years, Chinese financial inflows have expanded significantly, to the extent that they now compete with, and in some instances exceed, those provided by Togo's so-called "traditional" partners. China therefore occupies a pivotal position within the landscape of external financial flows directed toward Togo. The present study aims to foreground, within this broader cohort of development partners, the specific contribution of China to Togo's development trajectory. Beyond identifying the principal sectors of Chinese engagement in Togo, it seeks above all to assess the concrete effects of Chinese financial inputs on the implementation of national development projects over the past five decades of Sino-Togolese cooperation. To this end, the analysis draws primarily on annual reports produced by the United Nations Development Programme (UNDP), complemented by additional data derived from secondary sources.

Key words: Aid, development, partnership, China, Togo.

Introduction

Pays en développement, le Togo, désireux de pallier sa faiblesse économique et amorcer son développement, s'appuie souvent sur l'extérieur. Les pays occidentaux en l'occurrence la France et l'Allemagne étaient incontestablement les plus gros pourvoyeurs d'assistance financière au pays depuis son accession à la souveraineté internationale.

Cependant, la question des partenaires en développement du Togo ne peut être abordée de nos jours sans évoquer la Chine qui, progressivement, a intégré le cercle des partenaires de taille du gouvernement togolais que ce soit en investissements directs ou en aide publique au développement. Grâce au concours des dynamiques politique, diplomatique et économique, la Chine a réussi à avoir une assise au Togo. L'aide chinoise a évolué à un rythme fulgurant et s'est hissée au sommet des plus gros pourvoyeurs d'assistance financière du pays au point de ravir la vedette aux partenaires traditionnels. Par rapport à cette évidence, quelle a été la part de la Chine dans les flux financiers extérieurs au Togo entre 1972 et 2022 ?

C'est à cette interrogation que répond cette contribution. Répondre à cette question revient à analyser l'évolution des concours financiers chinois au Togo, les domaines par excellence dans lesquels la Chine s'engage financièrement dans ce pays et les impacts de l'action chinoise. Pour ce faire, les données du PNUD sont indispensables. L'institution supranationale analyse de façon régulière, les apports de chaque partenaire aux pays en développement. Aussi, faut-il préciser que les engagements financiers chinois ne peuvent être réellement appréciés qu'en rapport avec les flux financiers en provenance des partenaires bilatéraux dits traditionnels et des partenaires multilatéraux.

Les bornes chronologiques qui encadrent cette étude sont liées à des considérations historiques. L'année 1972 marque l'établissement officiel de la coopération économique et technique entre la République Populaire de Chine et le Togo et l'année 2022 marque le cinquantenaire de la coopération

sino-togolaise. En fonction de la documentation disponible, le présent article est structuré en trois parties. D'abord, il s'agit d'aborder brièvement l'établissement des rapports Chine-Togo, ensuite l'évolution de l'assistance financière de la Chine en faveur du Togo et enfin les impacts de l'APD chinoise dans les différents domaines d'intervention.

I. Bref aperçu historique de la présence chinoise au Togo

Depuis l'établissement de la coopération sino-togolaise, la présence chinoise au Togo a connu des moments de relâchement mais à la faveur de plusieurs facteurs la Chine a fini par renforcer sa présence dans le pays.

I.1 L'établissement des relations sino-togolaises en 1972

La présence chinoise en Afrique est aussi vieille que les indépendances sur ce continent. Cette présence fut renforcée et étendue à la faveur du « retrait » du Taïwan du continent africain. Au Togo, la présence de la République Populaire de Chine (RPC) remonte au début des années 1970.

En effet, la coopération sino-togolaise tire sa base juridique des accords économique et technique signés à Beijing le 19 septembre 1972 entre la République Populaire de Chine représentée par Peng-fei Ki, ministre chinois des Affaires étrangères et le Togo représenté par son ministre des Affaires étrangères, Joachin Hunledé. Cette signature fut meublée par l'octroi d'un crédit s'élevant à 100 millions de Yuans (environ 9 milliards de francs CFA) au Togo. Ce prêt sans intérêt, n'était assorti d'aucune condition, d'aucun privilège (K. Kouzan & K.N. Tsigbé, 2020, p. 173). En plus de ce prêt, la coopération agricole a constitué un maillon important de la coopération sino-togolaise avec pour objectif l'augmentation de la production, l'accroissement du revenu des paysans et la régularisation des transactions commerciales.

Le volet agricole dans lequel cette coopération a été plus qu'active depuis 1972 est, en réalité, la poursuite de l'œuvre amorcée par le Taïwan en accord avec le gouvernement du Togo depuis 1963 avec la signature des accords de financement agricole et l'envoi des experts de la République de Chine au Togo (H. Maman, K. Agbeve & S. Tchintchan, 2020, p. 50).

En prenant appui sur les cendres de la République de Chine (Taïwan), la présence de la République Populaire de Chine au Togo était diplomatique, agricole et commerciale. Par la suite, les relations sino-togolaises ont évolué pour s'appesantir sur des objectifs essentiellement politique, géopolitique, géostratégique et économique.

I.2 Du désengagement temporaire au retour en puissance de la Chine

La coopération sino-togolaise restée jusque-là limitée, s'est vue revitalisée vers la fin de la décennie 1990 et surtout à partir du début du troisième millénaire. En effet, dès les années 1980, la Chine a amorcé un désengagement sur le continent africain. La décennie 1980 marque un net recul de la présence chinoise en Afrique, avec l'arrêt du financement de la grande majorité des projets productifs en cours, le retour en Chine des experts chinois expatriés et la rétrocession des fermes aux gouvernements concernés (J-J. Gabas & V. Ribier, 2015, p. 14). La tendance s'est ainsi poursuivie au cours de la décennie suivante. Malgré quelques actions dans le domaine agricole, de l'aménagement hydro-agricole et de l'assistance technique agricole, la RPC n'avait pas réellement élevé son niveau de coopération avec le Togo. D'ailleurs, elle ne figurait nulle part dans la plupart des rapports du PNUD qui classent les principaux partenaires en développement du Togo. Et quand elle s'y figure, elle était perçue comme un partenaire de bas étage, loin derrière les partenaires traditionnels bilatéraux en l'occurrence la France, l'Allemagne.

Cependant, le troisième millénaire s'est ouvert avec le retour en force de la RPC sur le continent noir. Au plan africain, le regain d'intérêt de la République Populaire de Chine pour le continent s'est traduit par sa volonté d'affirmation de puissance politique et économique du 21^{ème} siècle.

Au Togo, le contexte diplomatique traduit par l'isolement du gouvernement togolais du bloc occidental, rendait le champ libre à la Chine de s'implanter. En effet, la suspension de la coopération internationale avec le Togo rendait la situation économique délétaire. Il revenait alors au gouvernement togolais de chercher à pallier urgemment cette situation. Pour ce faire, il s'est tourné vers le renforcement de la coopération Sud-Sud (K. D. Akakpo, 2017, p. 78). La Chine, le plus grand pays en développement en pleine expansion économique, s'est fait une bonne partie dans la nouvelle orientation géostratégique du gouvernement togolais. Les conditionnalités qui entourent les concours financiers chinois plus souples, contrairement à celles des partenaires occidentaux dont l'aspect politique en est l'une des conditions primordiales, ont encouragé Lomé à faire de la Chine un partenaire clé en développement à partir des années 2000.

Ainsi, à partir de ce troisième millénaire, une ère nouvelle s'est alors ouverte dans les relations sino-togolaises. La Chine en pleine expansion dans le monde, a renforcé sa présence au Togo avec ses appuis multiformes aux projets de développement portés par le gouvernement togolais. Elle est devenue l'un des plus gros pourvoyeurs d'aide au développement à la reprise de la coopération internationale. On note alors une évolution fulgurante des flux financiers du gouvernement chinois au Togo et la Chine a progressivement intégré le cercle des partenaires de premier plan du Togo pour enfin se hisser au sommet de ceux-ci.

2. Les flux financiers extérieurs au Togo : quand la Chine supplante les partenaires traditionnels au début du 21^e siècle

Les engagements financiers de la Chine au Togo ne peuvent être réellement appréciés qu'en rapport avec les partenaires bilatéraux voire multilatéraux qui avaient depuis des décennies occupé le devant de la scène.

Les défis de développement s'imposent au nouveau gouvernement au sortir de la grave crise politique de 2005. Conscient de la faiblesse des ressources internes au pays, le gouvernement togolais fit appel à des ressources financières extérieures pour financer ses projets de développement. Ces ressources extérieures sont accordées soit sous forme de dons ou de prêts à des taux concessionnels par des donateurs tant bilatéraux que multilatéraux.

Depuis la décrispation de la situation politique à partir de 2006, on note un afflux de donateurs disposés à accompagner le pays dans son redressement économique. De nouveaux partenaires en développement investissent également le terrain. Les partenaires traditionnels ayant rompu leur coopération avec le pays eurent du mal à reprendre leur place de premier pourvoyeur de ressources financières au Togo. La France qui, depuis des décennies, occupait la première place des donateurs bilatéraux du pays a dû céder sa place. On assista donc depuis 2006 à une reconfiguration des partenaires extérieurs du Togo avec une montée en puissance de la Chine.

2.1 Situation globale des ressources financières extérieures à la reprise de la coopération internationale avec le Togo

Deux phases se dégagent de l'évolution de l'APD au Togo à partir de 2006. La première phase va de 2006 à 2008 et la seconde phase part de 2009. La première phase est marquée par une évolution progressive de l'APD. Le Togo a bénéficié au cours de l'année 2008 des ressources financières

extérieures estimées à 243,37 millions de dollars US pour soutenir ses efforts de développement auprès de la communauté des donateurs². Au cours de cette année, l'APD décaissée pour le Togo fut en nette augmentation par rapport aux deux dernières années. Cette assistance connut une nette augmentation par rapport aux années 2006 et 2007 avec respectivement 94,55 millions et 123,19 de dollars US³.

La situation des ressources financières extérieures en 2008 est particulièrement édifiante et témoigne de la reprise totale de la coopération après les législatives de 2007 qui ont permis d'établir une situation géopolitique stable. On peut aussi évoquer le regain soudain des bailleurs pour l'aide au développement au Togo qui fait suite à une période où le niveau de la coopération a été très faible. Cette tendance exprime donc la mobilisation de la communauté des bailleurs pour apporter leur soutien à la population togolaise et au gouvernement afin de les aider à asseoir une situation économique et politique stable et durable⁴. Aussi faut-il préciser qu'en 2008, les ressources extérieures étaient caractérisées par une prédominance de l'aide bilatérale qui s'élevait à 143,86 millions de dollars. Ensuite, vient l'aide multilatérale qui représente 98,57 millions de dollars et vient en dernière position, l'aide fournie par les ONG d'un montant de 0,94 millions de dollars⁵.

Quant à la seconde phase, l'APD reçue par le Togo connut une première régression de l'ère post rupture en 2009. Bien que nettement supérieures par rapport à l'année 2007, les ressources financières extérieures qui s'élèvent à 231,43 millions de dollars étaient légèrement en diminution par rapport à 2008 (PNUD, 2009, p.2). À partir de 2010, les flux financiers extérieurs au Togo ont pris un essor allant jusqu'à franchir la barre des 300 millions de dollars. Les réformes institutionnelles entreprises par le gouvernement togolais ont contribué à rassurer les donateurs qui, en retour, renforcent leurs appuis au Togo. Cette montée fulgurante de l'APD s'est poursuivie jusqu'à franchir la barre des 500 millions de dollars en 2014. Le tableau ci-après récapitule mieux l'évolution de l'APD au Togo.

Tableau n°I : Evolution de l'APD au Togo de 2006 à 2018 (en millions de dollars US)

Année	Montant
2006	95
2007	123
2008	243
2009	206
2010	366
2011	409
2012	448
2013	409
2014	517

² Rapport sur l'Aide Publique au Développement (RAPD) 2006-2008, p.32.

³ Rapport sur l'Aide Publique au Développement (RAPD) 2006-2008, p.32.

⁴ Rapport sur l'Aide Publique au Développement (RAPD) 2006-2008, p.32.

⁵ Rapport sur l'Aide Publique au Développement (RAPD) 2006-2008, p.33.

2015	441
2016	442
2017	390
2018	443

Source : Par nous à travers les données recueillies des rapports sur la coopération (2006-2018).

Les données attestent que l'APD mobilisée par le Togo s'est considérablement accrue depuis la reprise de la coopération internationale. Non pas seulement à cause du retour des partenaires traditionnels, mais surtout à cause d'un nouveau partenaire, la Chine qui a renforcé sa présence au Togo éclipsant par conséquent les partenaires traditionnels au premier chef la France.

2.2 La Chine au sommet des principaux pourvoyeurs de l'APD au Togo

L'Afrique au sud du Sahara suscite l'intérêt de la part de grandes puissances dont la Chine pour ses nombreuses opportunités économiques qu'elle offre. Aujourd'hui, la présence chinoise dans cette région est incontestablement grandissante au point de contrarier le statut de partenaire privilégié de l'Afrique subsaharienne d'expression française dont se réclamait fièrement la France à une certaine époque. Cette montée en puissance de la Chine en Afrique y compris dans des États constituant d'alors le « pré carré » français, heurte les intérêts français, porte un sérieux coup au leadership de la France et à l'efficacité de la conditionnalité politique de son aide publique au développement dans cette région (A. Sadio, 2019, p. 224).

Longtemps, la France a assumé son statut de partenaire privilégié du Togo en occupant le premier rang des pourvoyeurs des concours financiers extérieurs en faveur des projets de développement du pays. Elle voit la Chine lui ravir la vedette au cours de ces dernières années.

La Chine s'est rapidement affichée comme un partenaire sûr sur qui le gouvernement togolais pouvait compter. Les modalités assez souples qui entourent l'octroi de l'aide chinoise ont contribué au renforcement du partenariat sino-togolais. C'est à partir de la reprise de la coopération internationale qu'on peut jauger réellement l'importance des concours financiers que la Chine octroie au Togo. Depuis lors, la Chine s'est hissée au premier rang des donateurs bilatéraux du pays, dépassant même souvent certains partenaires multilatéraux en termes de décaissements en faveur du gouvernement togolais.

En 2008, sur un total de 143,86 millions US d'aide bilatérale, la Chine a à elle seule accordé 121,28 millions de dollars dépassant de loin la France dont les concours financiers au cours de cette année se résumaient à 20,63 millions de dollars. Malgré les efforts de la France, la Chine a rapidement repris le premier rang des partenaires bilatéraux en 2010 avec ses 43,24 millions de dollars loin devant la France qui n'a octroyé que 10,15 millions USD d'aide au Togo (PNUD, 2011, p. 44). L'écart s'est davantage accru au cours des années suivantes. Le tableau ci-après montre l'évolution comparée de l'APD octroyée par ces deux principaux partenaires bilatéraux du Togo.

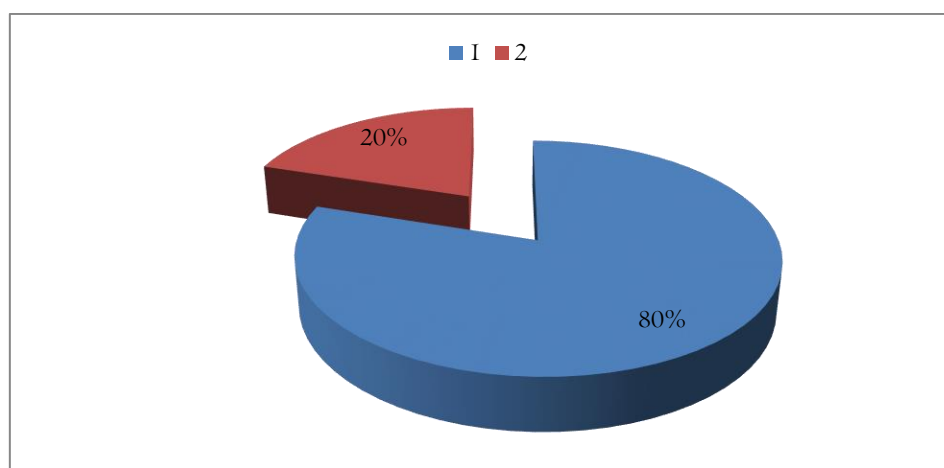
Tableau n°2: Évolution de l'aide financière chinoise et française de 2008 à 2018 (montants en millions de USD)

Année	APD chinoise	APD française
2008	121,28	20,63

2009	5,31	15,53
2010	43,24	10,15
2011	41,72	35,65
2012	115,33	22
2013	30,26	9,05
2014	159,17	13,98
2015	82,48	17,81
2016	24,20	9,13
2017	19,85	7,28
2018	56,19	29,47
Total	700	191

Source : Par nous à partir des données recueillies dans les rapports sur l'aide publique au développement.

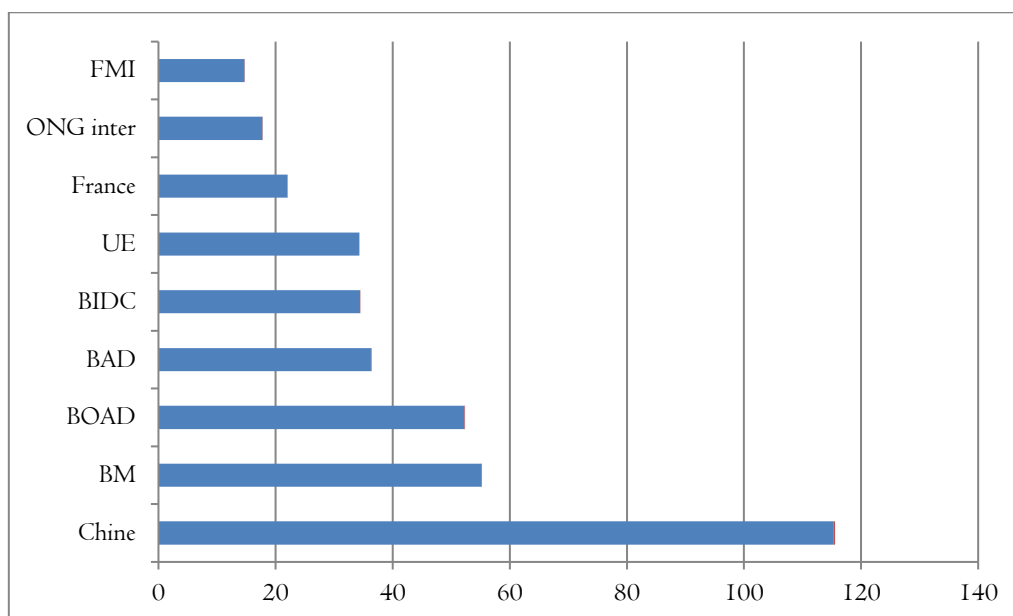
Il ressort de ce tableau que les écarts se sont très rapidement creusés entre les deux principaux pourvoyeurs d'aide au Togo. La France a été littéralement éclipsée par la Chine qui devient alors le poumon des ressources financières extérieures du Togo. La Chine représente alors pour le Togo ce que la France était pour le pays en matière d'assistance financière jusqu'à l'aube du troisième millénaire. Sur une décennie, les flux financiers en provenance de la Chine font presque le quadruple des concours financiers français au Togo. Le graphique ci-après exprime mieux la valeur des appuis financiers des deux partenaires.



Graphique n°I: Répartition de l'aide chinoise et française en %

Source : Par nous à partir des données du précédent tableau.

Ce graphique confirme l'écart considérable qu'il y a eu entre l'APD des deux pays en direction du Togo. L'aide française occupe 1/5 du total d'aide accordée par la Chine et la France alors que l'aide chinoise prend les 4/5. Contrairement aux années précédentes, l'exercice 2009 est caractérisé par la chute des concours financiers de la RPC au Togo. L'impact de cette nette diminution de l'APD chinoise s'est immédiatement ressenti. Alors que l'aide multilatérale qui s'élevait à 184,79 millions, les ressources financières bilatérales se résumaient à 22,21 millions de dollars ([PNUD, 2009, p. 33](#)). La baisse des ressources bilatérales ont eu un impact sur les décaissements globaux reçus par le Togo. Ceci montre toute l'importance que l'APD chinoise représente dans les flux financiers extérieurs au Togo. Devenue la principale pourvoyeuse d'aide au Togo depuis plusieurs années, la Chine n'a pas répondu au rendez-vous de 2009. Ceci est le principal facteur qui explique cette baisse considérable de l'aide bilatérale globale qui a directement impacté le total des décaissements au Togo au cours de cette année. Par ailleurs, cette suprématie chinoise ne s'exerce pas uniquement sur les partenaires bilatéraux. La Chine a, au même moment, établi sa « domination » sur plusieurs partenaires multilatéraux intervenant au Togo. L'exercice 2012 en est, sans doute, l'exemple le plus illustratif de cette prédominance de l'APD de la RPC.



Graphique n°2: Principaux groupes de donateurs en 2012

Source : Par nous à partir des données des rapports sur l'aide publique au développement (2012).

Il ressort de ce graphique que la Chine n'est pas seulement au-dessus des donateurs bilatéraux, mais aussi dépasse souvent la plupart des partenaires multilatéraux en termes de décaissement. Au cours de l'année 2012, elle a largement dépassé la Banque mondiale (BM), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), l'Union européenne (UE) ou encore le Fonds monétaire international (FMI) et de loin devant la France.

Cependant, il est nécessaire de préciser que la Chine excelle plus dans les financements sous forme de prêts que de dons. À l'exception de l'exercice 2008 où la Chine s'est placée largement au premier

rang des principaux bailleurs de fonds en termes de dons avec 118,43 millions de USD⁶, la Chine s'est depuis lors quasiment effacée de la liste des principaux pourvoyeurs de dons au Togo. Depuis 2009, elle ne figure plus parmi les principaux pourvoyeurs des financements en termes de dons ou reste de loin derrière au cas où elle y figure.

3. Les concours financiers de la RPC au Togo : domaines d'intervention et impacts

La RPC intervient dans plusieurs domaines au Togo à travers ses concours financiers qui sont d'une importance capitale pour ce pays régulièrement en quête de financements extérieurs pour ses projets de développement.

3.1 Les domaines d'intervention de l'APD chinoise au Togo

Les domaines qui absorbent les flux financiers de la RPC au Togo se sont diversifiés au fil des années. Dès les premières années, l'agriculture constituait un secteur par excellence dans lequel la coopération sino-togolaise se manifestait. La Chine met au profit du Togo son expertise et ses expériences dans la formation en techniques de valorisation des terres, de cultures, d'élevage et de la sécurité alimentaire. Le Togo a énormément profité des intrants agricoles fournis par la Chine. En outre, sur le plan éducatif, la Chine était devenue une destination pour les étudiants togolais. Sur bourse du gouvernement chinois, des étudiants togolais furent accueillis dans des universités chinoises dans les domaines de la médecine, de l'architecture et bien d'autres filières importantes (D. F. Gbikpi-Benissan & L. B. Penn, 2009, p. 138).

En plus de l'agriculture et de l'éducation, la santé est également le secteur dans lequel la Chine a beaucoup fourni de l'assistance financière au Togo. Au cours de ces dernières années, elle s'illustre également dans l'aménagement, la réhabilitation et la modernisation des infrastructures économiques.

3.2 Les impacts des engagements financiers de la RPC au Togo

Sur le plan agricole, l'intervention de la Chine s'est surtout fait remarquer en matière de la riziculture. L'introduction de méthodes modernes de la culture du riz était destinée à améliorer les rendements dans les périmètres rizicoles de Mission-Tové, dans les vallées de Zio et de l'Amou (H. Maman, K. Agbeve & S. Tchintchan, 2020, p. 57). C'est ainsi que des entreprises de riziculture furent mises en place. Le Centre rizicole de Zio (CRZ) fut installé dans la localité de Tové pour la mise en valeur de 660 hectares de terres irrigables. Dans le même temps, la Mission chinoise agricole (MCA) vit le jour à Amou-Oblo (T. Abotchi, 2006, p. 45).

Cette nouvelle donne a favorisé l'amélioration du rendement et par conséquent, la condition des riziculteurs. Dès 1973, la production annuelle du riz au Togo s'élevait à 96000 tonnes alors qu'elle était seulement de 4000 tonnes en 1964 (T. Abotchi, 2008, p. 515). Ceci constitue une évolution dans la politique d'autosuffisance dans cette denrée prisée au Togo et une contribution à la quête de la sécurité alimentaire si chère au gouvernement togolais.

En plus, l'œuvre chinoise a été remarquable dans l'installation et surtout, depuis 1989, dans le fonctionnement du Complexe sucrier d'Anié (CSA). Géré par la Compagnie nationale d'importation et d'exportation des équipements complets de Chine (COMPLANT) et la Société sino-togolaise (SINTO), le CSA est l'une des réalisations les plus marquantes issues de la coopération sino-togolaise dans le domaine agricole (K. Kouzan & K. N. Tsigbé, 2020, p. 183).

⁶ Rapport sur l'Aide publique au développement (RAPD), 2008, p. 37.

Dans le secteur de l'éducation et de la formation, depuis 1985, la Chine met régulièrement à la disposition du Togo, des bourses d'études et de perfectionnement. L'introduction du chinois dans le système de l'enseignement supérieur au Togo avec l'ouverture de l'Institut Confucius à l'Université de Lomé depuis 2009 en est l'exemple tangible de l'engagement de la RPC dans ce secteur.

En matière de la santé, l'appui de la Chine est tout aussi remarquable. Entre 1974 et 2006, la Chine a envoyé 16 contingents de médecins au Togo, soit plus de 300 médecins en plus de l'ouverture des centres hospitaliers à Kara et à Lomé (D. F. Gbikpi-Benissan & L. B. Penn, 2009, p. 139).

Au cours de ces dernières années, la Chine a renforcé son financement aux projets de développement portés par le gouvernement togolais. En 2012, elle a fourni 84,82 millions USD pour la modernisation de l'aéroport Général Gnassingbé Eyadema et 11,40 millions USD pour l'aménagement, la réhabilitation et le bitumage des contournements d'Alédjo et de Défalé. 1,47 million USD a été également octroyé pour un projet de création de 100 points d'eau dans la région maritime (PNUD, 2012, p.47). La Chine a également appuyé la Stratégie nationale de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) mise en place par le gouvernement togolais. Ses financements sont, notamment, orientés vers l'axe 2 du programme : Renforcement des infrastructures économiques. En 2016, la Chine a décaissé 24,20 millions USD pour appuyer cet axe (PNUD, 2016, p.44). A l'avènement du Plan National de Développement (PND) en 2018, la Chine est l'un des principaux partenaires sur qui le gouvernement togolais comptait pour atteindre ses objectifs. L'axe I du PND (mettre en place un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région) requiert un intérêt tout particulier de la Chine dont le financement s'est élevé à 56,14 millions USD juste pour cet axe en 2018⁷.

Conclusion

Présente au Togo depuis 1972, la République Populaire de Chine (RPC) s'est imposée comme l'un des principaux partenaires en développement du Togo. Durant les premières années de la coopération sino-togolaise, la Chine s'est essentiellement investie dans le secteur agricole au Togo. Ensuite, elle a élargi sa coopération aux secteurs de la santé, de l'éducation et de la formation. Cependant, malgré ses différentes actions, le niveau de la coopération sino-togolaise n'a jamais été aussi élevé au cours du XX^e siècle et la Chine ne s'est pas réellement distinguée parmi les partenaires du pays. Pour preuve, jusqu'au début du troisième millénaire, la Chine ne figurait pas dans le classement des principaux partenaires en développement du Togo et les rapports du PNUD la placent parmi les partenaires de second niveau quelques fois où ils abordent les actions chinoises.

Mais le troisième millénaire s'est ouvert avec la volonté d'affirmation de la Chine sur le continent africain. Cette volonté s'est manifestée au Togo à travers le renforcement des engagements financiers de la Chine en faveur des projets de développement au Togo. D'année en année, l'APD chinoise n'a cessé d'avoir une variation ascendante jusqu'à se hisser au sommet des principaux partenaires du pays, dépassant ainsi les partenaires traditionnels en l'occurrence la France, l'Allemagne. De 95 millions de USD en 2006, les concours financiers de la RPC au Togo sont passés à 445 millions de USD en 2018. Sur une décennie c'est-à-dire de 2008 à 2018, la Chine a octroyé un montant total de 700 millions de USD d'aide publique au gouvernement togolais, loin devant les autres partenaires du pays. Ces ressources financières de la Chine venaient à point nommé pour soutenir le gouvernement togolais dans

⁷ Rapport sur l'Aide publique au développement (RAPD), 2018, p. 46.

sa politique de redressement économique au sortir des plus de quinze (15) années de suspension de la coopération internationale.

La contribution de la Chine dans la quête du développement du Togo est indéniablement remarquable au cours de ces dernières années. Toutefois, la question de l'influence grandissante de la Chine se pose de plus en plus dans bien de domaines et interpelle la vigilance de la partie togolaise.

Références bibliographiques

- Abotchi T., (2006), « Riziculture irriguée et mutations socio-économiques dans la basse vallée du zio (sud-Togo) » *Revue du CAMES -Nouvelle Série B*, vol 007, n°2-2006, 2^e semestre, p. 41-53
- Abotchi T., (2008), « Riziculture irriguée et développement durable dans la vallée de l'Amou (Togo) », *Bulletin de l'Association de géographes français. Grande vitesse ferroviaire*, 85^e année, 2008-4, Varia, p. 505-525
- Akakpo K. D., (2017), *L'aide publique de la France au développement du Togo : impacts et évolution de 1963 à 2013*, mémoire de Master en histoire, Université de Lomé
- Gabas Jean-Jacques & Ribier Vincent, 2015, Synthèse des quatre études de cas sur les interventions de la Chine dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire, Ethiopie, Sénégal et Togo, Rapport n°2/6, p. 53
- Gbikpi-Benissan D. F., et Laré Batouth Penn, (2009), « Le Togo dans le concert des Nations : D'une coopération étatique européocentriste marginalisante à une coopération décentralisée et sino-togolaise », *Mosaïque*, N°009, p. 127-158
- Kouzan K., et Koffi Nutefé Tsigbe, (2020), « Le complexe sucrier d'Anié (CSA) au Togo, un modèle de coopération sino-togolaise dans l'agroalimentaire », Poitiers, *La Chine en Afrique : quelle coopération agricole pour quelle sécurité alimentaire*, p. 171-184
- Maman H., Agbeve K., et Soalinane Tchintchan, (2020), « Quarante ans de coopération agricole sino-togolaise contre l'insécurité alimentaire (1972-2012): quels résultats ? », Poitiers, *La Chine en Afrique : quelle coopération agricole pour quelle sécurité alimentaire*, p. 49-63
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), Coopération pour le développement, Rapport 1990, p. 264
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), Coopération pour le développement, Rapport 1991, p. 95
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), Coopération pour le développement, Rapport 1994, p. 191
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 2010, Rapport sur l'aide publique au développement (RAPD) 2006-2008, p. 90
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 2011, Rapport sur l'aide publique au développement (RAPD) 2010, p. 69
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 2012, Rapport sur l'aide publique au développement (RAPD) 2011, p. 107
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 2013, Rapport sur l'aide publique au développement (RAPD) 2012, p. 56
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 2014, Rapport sur l'aide publique au développement (RAPD) 2013, p. 112
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 2015, Rapport sur l'aide publique au développement (RAPD) 2014, p. 114
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 2016, Rapport sur l'aide publique au développement (RAPD) 2016, p. 113

- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 2017, Rapport sur l'aide publique au développement (RAPD) 2016, p. 108
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 2018, Rapport sur l'aide publique au développement (RAPD) 2017, p. 110
- Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), 2019, Rapport sur l'aide publique au développement (RAPD) 2018, p. 139
- Sadio A., (2019), *Conditionnalité politique de l'aide publique au développement des partenaires occidentaux à l'Afrique: analyse des actions françaises en Afrique subsaharienne*, Thèse de doctorat en Sciences politiques, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar & Université de Rouen Normandie

Notice biographique

DAYISSO Kodjo est doctorant en Histoire politique et Relations internationales à l'Université de Lomé. Il est membre du Laboratoire d'Analyse d'Histoire sociopolitique (LAHisPo), laboratoire au sein duquel il mène ses recherches doctorales. Il poursuit également ses études en Affaires internationales et sécurité en Europe (AISE) à l'Université Sorbonne Nouvelle en France. Ses précédentes productions scientifiques et ses recherches doctorales témoignent de l'intérêt poussé qu'il porte à la question de la coopération internationale en matière de développement.

This is an open-access article licensed under the terms of a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](#), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.



Copyright 2026 © APÉSA